

Ensemble



Victoire de Monique RABIN à Saint-Philbert-de-Grand-Lieu

59,23% : Bravo à Monique et son équipe !



N° 198

Jeudi 10 juillet 2008
www.ps44.fr



Le journal des socialistes de Loire Atlantique





Socialistes en Europe
Socialistes dans le Monde

L'Irlande a dit non, l'Europe est en panne. Quel constat ? Que peut-on faire ?

L'Irlande, comme partout en Europe, est fragilisée par la situation économique et financière internationale. Et les citoyens d'Irlande comme d'Europe se sentant démunis, n'expriment aucune arrogance, mais plutôt une crainte mêlée de colère, face à ce qu'ils ressentent comme une impuissance coupable des puissances publiques et de leurs responsables politiques. Et ce message-là, il faut l'entendre et y répondre vite. De trois manières :

- **Institutionnelle** : Cesser l'hypocrisie de la plupart des responsables gouvernementaux européens, lorsque la commission de Bruxelles s'exprime, faisant semblant de croire que c'est elle qui décide de tout. Faux ! archifaux ! Elle met en œuvre ce que les politiques ont décidé, ou elle propose... Ni plus, ni moins !

- **Economique et sociale** : De très mauvais signaux ont été envoyés ces derniers mois, tel l'arrêt de la Cour Européenne de Justice du 18 décembre 2007, faisant ainsi entrer par la fenêtre la directive Bolkestein, sortie par la porte voici seulement quelques mois. Il est donc indispensable d'être plus précis sur les textes, pour éviter de tels désagréments. Les peuples d'Europe ont besoin de vision et de protection, mais sans protection, sans "rassurance", plus rien n'est audible.

- **Pédagogique** : L'Europe gagnerait à faire plus simple, sans être pour autant simpliste. Chaque décision de l'Europe, chaque projet devrait être présenté pédagogiquement, avec le souci premier du respect des interlocuteurs citoyens.

Au-delà des questions institutionnelles, après ce non irlandais, c'est le cœur même de la nécessité européenne qui est atteint. Et une Europe affaiblie, c'est une Chine, un Sud-Est asiatique, une Amérique, une Russie renforcés. Une Europe affaiblie, c'est un continent des Droits de l'Homme fragilisé. Une Europe affaiblie politiquement, c'est aussi l'équilibre du monde qui peut vaciller.

Une pause à l'élargissement peut être utile, non par repli sur soi, mais par nécessité de vérifier les liens qui nous unissent. Des mises au point sont indispensables. Il serait notamment utile de renforcer l'unité des pays de la zone euro, et pas seulement sur la monnaie. Avoir des partenariats privilégiés avec ceux qui veulent aller plus loin et plus vite ne peut plus être écarté. Ne nous satisfaisons pas du plus petit commun dénominateur sur tout et en toute circonstance, car cela fragilise l'Europe et la rend plus vulnérable.

L'Europe doit d'abord, aujourd'hui encore plus qu'hier, se rapprocher des citoyens européens et répondre aux défis de notre temps, qu'ils soient économiques, sociaux ou environnementaux, avec l'humanisme au cœur du projet•

Yannick VAUGRENARD
Député européen

Éditorial

Ouvrir, ensemble, le débat des idées

Les six premiers mois de 2008 ont été marqués par des rendez-vous importants : élections locales de mars, la lutte contre la politique anti-sociale et néo-libérale de Sarkozy et le lancement de la préparation de notre congrès. Si les résultats des scrutins de mars ont été satisfaisants dans notre département malgré quelques déceptions,



il n'en reste pas moins que c'est la droite qui dirige le pays depuis 6 ans. Depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, nous assistons à une accélération brutale de la politique antisociale qui se traduit par une remise en cause du droit de grève, des services publics, des 35 heures, de la baisse du pouvoir d'achat... Les Français sont inquiets et à juste titre. Ils l'ont manifesté en mars en votant pour la gauche. Ces responsabilités renforcées et nouvelles, nous obligent, pour notre congrès, à un devoir de réussite, de propositions et d'unité. Le PS ne doit pas, comme jadis la SFIO, devenir un parti fort localement mais incapable de gagner nationalement. Notre dernière victoire aux législatives remonte à 1997 et à 1988 pour la présidentielle. Nous devons donc collectivement nous interroger sur les raisons de ces échecs qui résident essentiellement dans un retard d'élaboration et de propositions claires sur les grands défis auxquels est confrontée notre société.

Le parti socialiste est un parti de militants, un parti riche de talents comme d'expériences associatives ou syndicales. Faisons en sorte que le Parti en profite. Ouvrons dans toutes les sections le débat, profitons du temps des contributions pour identifier nos différences sans oublier l'essentiel, ce qui nous rassemble.

Interrogeons-nous sur le fondement de notre engagement, sur ce qui caractérise la gauche en France et dans l'Ouest, parlons du fond des problèmes et essayons ensemble de proposer aux Français une autre manière de diriger notre pays.

Il n'y a pas de temps à perdre pour nous mettre au travail, préparer un projet solide qui réponde aux inquiétudes quotidiennes des Français et qui contienne quelques grandes réformes de justice sociale. C'est d'abord sur ce terrain que nos compatriotes nous attendent et nous jugeront. A partir de septembre, le travail ne va pas manquer. D'ici là, je vous souhaite d'excellentes vacances, et de bonnes lectures•

Alain GRALEPOIS
1^{er} secrétaire fédéral

Dans ce numéro d'Ensemble vous sont présentées quelques contributions, défendues par des camarades de notre fédération. Toutes les contributions générales seront publiées dans l'Hebdo et les contributions thématiques consultables sur le site Internet du PS.

Une belle victoire de la liste Saint Philbert A'venir

En mars, la liste emmenée par Monique Rabin l'avait emporté à St-Philbert-de-Grand-Lieu de deux voix. Un recours avait été déposé par le maire sortant et accepté. Une nouvelle élection a donc eu lieu le 29 juin. La salle municipale était bondée pour le dépouillement et c'était l'ambiance des soirées électorales. Peu à peu, les bureaux de vote montraient un avantage à la liste de Monique Rabin. La suite a confirmé sa réélection avec près de 60% des voix soit 700 voix d'avance. Emue aux larmes, Monique Rabin ne cachait pas son émotion. La voilà confirmée dans son mandat de maire de sa commune. La reconnaissance d'un parcours militant où, avec son équipe, elle a toujours privilégié l'ouverture, l'humanisme, l'écoute et la générosité. Bravo à Monique et à ses colistiers ! Nous sommes sûrs qu'ils vont faire un excellent travail à St-Philbert ! •

"Je ressens le bonheur d'être comprise par la population. Je suis surprise de l'ampleur de la victoire. Cela montre que le travail paie. Avec mon équipe, nous allons maintenant œuvrer pour le bien de notre commune".

Monique RABIN



"Il va y avoir plus d'écoute, d'ouverture. C'est une belle victoire qui confirme la campagne de mars".

Yveline LUCAS MALGORN

"C'est très bien ! Le 1^{ère} étape, cela va être de mettre du mouvement dans le pays de Retz".

Pierre DOUVILLE



"Monique Rabin est compétente et c'est la 1^{ère} femme maire de St-Philbert. Elle est honnête et elle a une équipe d'ouverture, c'est très bien".

Marie Madeleine LE TALLEC

CONGRÈS DE REIMS : LES CONTRIBUTIONS



CLARTÉ, COURAGE, CRÉATIVITÉ : choisir maintenant, pour agir demain

Les Français sont inquiets, pour leur pouvoir d'achat, l'avenir de leurs enfants, leur emploi, les retraites... Ils ont besoin de solutions à leurs difficultés. Ils ont besoin de solutions de Gauche. Et c'est la tâche du Parti Socialiste que de construire une réponse à ces attentes.

Mais aujourd'hui, faute de ligne politique claire, le PS est inaudible. Il est urgent de débattre et de clarifier nos positions. Le débat est la richesse de notre parti. Il est également la condition indispensable de la construction d'un projet de gauche crédible à l'échelle du pays et du monde.

Nous proposons une réflexion qui s'appuie sur 5 axes forts :

1. **Réaffirmer le rôle de l'Etat** : la gauche devra bâtir un "Etat social prévoyant" et renforcer le service public pour lui permettre de faire face à l'évolution des besoins,

2. **Renforcer la redistribution et refonder le pacte social** : agir pour augmenter les salaires, refonder les solidarités entre les générations grâce à de nouvelles recettes fiscales et sociales, lutter contre les discriminations.

Premiers signataires nationaux du PS 44 : Yannick VAUGRENARD, Michel MENARD, Alain BENTAHA, Caroline TAHAR, Gilles RETIERE, Joël BATTEUX, Nancy GRELIER, Christophe COTTA, Charles NICOL, Danièle CATALA, Martine BURON, Claude EVIN, Franck HERVY, Gaëlle BENIZE-THUAL...

Et parmi les premiers signataires de l'Ouest : Daniel DELAVEAU, Maire de Rennes - Jean-Claude BOULARD, Maire du Mans - Jean-Claude ANTONINI, Maire d'Angers - Bernard POIGNANT, Maire de Quimper, Député Européen - Marc GOUA, Député du Maine et Loire - Daniel RAOUL, Sénateur du Maine et Loire - Patrick DELPECH, 1^{er} Fédéral de la Sarthe...

Pour apporter ton soutien à la contribution, obtenir plus d'infos ou faire tes remarques : Texte Delanoë – Fédération PS44 – 24, rue Armand Brossard 44000 Nantes Tel. : 06 75 35 38 16 - Email : ps44.textedelanoë@orange.fr - Site national : www.clarte-courage-creativite.com

Réunion autour de la contribution avec
Harlem DESIR - Jeudi 18 septembre à 20h - Maison des syndicats (gare de l'Etat) à Nantes



D'ABORD REDISTRIBUER LES RICHESSES

La droite est au pouvoir. Les dégâts sont considérables pour celles et ceux qui tentent de vivre de leur travail. Pourtant le potentiel de combativité sociale est important. Le Parti Socialiste doit y répondre par un programme d'urgence sociale, un meilleur partage des revenus entre les travailleurs et les actionnaires. C'est le sens de la contribution générale présentée par Gérard Filoche et plus de 500 militant-e-s socialistes.

C'est un cri du cœur à gauche, un cri pour que notre Parti prenne à bras le corps les questions sociales : c'est la condition pour regagner enfin les élections nationales.

Les caisses privées sont pleines, elles débordent ! 105 milliards d'euros de bénéfices du CAC 40 (doublés en 5 ans), 65 milliards d'euros pour les chefs d'entreprise sous forme d'exonérations, 72 milliards d'euros de niches fiscales et les fameux 15 milliards de "paquet fiscal" ...

Oui, on peut travailler moins pour travailler, tous, et vivre mieux. Pour cela, il ne faut pas du pseudo "donnant-donnant", il faut reprendre au capital ce qu'il a pris au travail au lieu de

laisser se concentrer 50 % du patrimoine national aux mains de moins de 5 % de la population !

Augmenter les salaires et les retraites, réaliser le plein emploi, reconstruire les services publics et développer la démocratie à l'échelle nationale, européenne et mondiale. Nous voulons un changement de société radicalement opposé au modèle néolibéral réactionnaire actuel. Pour cela il faut une VI^e République sociale, parlementaire, démocratique et laïque. Face à l'urgence écologique, nous nous prononçons pour une production "durable" de biens avec objectif la satisfaction des besoins et non une perspective de profits financiers.

Nous espérons que les éléments essentiels de ce programme figurent dans une motion, à vocation majoritaire, rassemblant tous ceux qui veulent ancrer le Parti socialiste à gauche, qui veulent une union de la gauche autour d'un programme de législature et sont opposés à toute alliance avec la droite, Modem inclus.

Éric Thouzeau, Michèle Gressus, Catherine Touchefeu

Pour tout contact : eric.thouzeau@wanadoo.fr

Contribution à télécharger sur www.democratie-socialisme.org



RECONQUÊTES

Le 17 Juin 2008, se déroulait la manifestation contre le démantèlement des 35h00. Les socialistes avaient appelé à y participer massivement. Mais le jour J, hormis quelques uns, pas l'ombre d'un de nos responsables sur le pavé. Même s'il est vrai que son application n'a pas été sans défauts, nous sommes convaincus que la réduction du temps de travail mise en œuvre par la gauche plurielle est la réforme sociale la plus progressiste de ces dernières années. Nous avons toutes les raisons d'en être fier et de la défendre. Alors pourquoi, tandis que des centaines de milliers de salariés défilaient pour la défense de leurs droits, les socialistes pointaient encore aux abonnés absents.

Il n'est plus acceptable que nous donnions le sentiment lors des batailles essentielles d'être du camp de ceux qui n'y croient plus.

Il est encore plus dommageable que nous amenions notre électorat, nos partenaires politiques et du mouvement social, à penser que nous acceptons sans réserve la logique d'un système libéral qui réduit chaque jour un peu plus l'aspiration et la capacité réelle des peuples à la maîtrise collective de leur destin.

Il serait encore plus préjudiciable que nous laissions croire à nos concitoyens que notre projet politique continue de se limiter au seul aménagement ou adoucissement d'un système qui génère tant de souffrances, de fractures et d'inégalités.

Aujourd'hui, notre projet n'est plus lisible, parce que depuis de trop nombreuses années nous avons refusé de clarifier nos positions politiques et que nous en sommes restés à un unanimité de façade. Notre impératif est de redéfinir collectivement notre idéologie. Qu'est ce que le socialisme du 21^{ème} siècle et pour quelles finalités ? Avec quels moyens d'actions et quel fonctionnement pour notre parti ? C'est tout l'enjeu de ce moment du congrès de Reims, ce temps des contributions. Les militants doivent s'exprimer librement, le parti doit se mettre au clair avec lui-même.

Nous sommes prêts à nous engager dans ce débat pour toutes les Reconquêtes.

Premiers signataires : Henri Emmanuelli et Benoit Hamon

Contacts : Chloé LE BAIL et Jean-Jacques LUMEAU
(chloe.le.bail@gmail.com - j.j.lumeau@orange.fr)

Site Internet : www.reconquettes.eu

COMBATTRE ET PROPOSER

Au moment où les inégalités n'ont jamais été aussi insolentes, une gauche seulement gestionnaire se condamnerait à la défaite.

I) La démocratie jusqu'au bout

Le socialisme défend la complémentarité qui unit la démocratie représentative, la démocratie participative, la démocratie sociale.

La 6^e République constitue une réponse d'ensemble pour mieux maîtriser nos choix collectifs. Cela passe par le renforcement de la démocratie à tous les échelons mais également par l'indépendance des médias et la réforme de la justice.

La laïcité est le fondement de la République et l'identité Française enrichie par le métissage.

Au niveau européen, notre projet doit s'inscrire pour une construction européenne avec le concours des citoyens de l'Union, pour une Europe politique, démocratique et sociale.

II) Une nouvelle puissance publique

La puissance publique organise la conciliation de l'intérêt général et des préoccupations des citoyens, notamment au travers des services publics et du renforcement des protections sociales.

Le bien-être de tous exige que l'économie de marché et la concurrence ne dictent pas leur loi au service de quelques uns. Il faut mettre l'économie au service de l'humain et pas au service du capitalisme financier qui nous dépossède de l'avenir.

III) La révolution écologique

Les ressources de notre planète sont limitées. Nous avons le devoir de les préserver pour les générations futures en anticipant l'après-pétrole. L'innovation énergétique et environnementale doit être le moteur de la croissance économique durable.

IV) Un Parti Socialiste réinventé !

Le renouveau du Parti socialiste passe par le refus du "Tout continue comme avant".

Le Parti socialiste doit être uni et fort. Cela passera par des règles communes respectant l'expression des militants, le non-cumul des mandats, la parité et permettant l'émergence d'une majorité prête à gouverner et regroupant l'ensemble de la gauche et des forces de progrès.

Premiers signataires : Ségolène Royal, Vincent Peillon et François Rebsamen

N'hésitez pas à manifester votre soutien et votre envie de participer à notre démarche en nous écrivant C/o : bertu.patrick@numericable.fr
Site Internet : www.congresutileetserein.com

BESOIN DE GAUCHE

Contribution présentée par les militants de "Socialisme et Démocratie" et "Rénover Maintenant" dont les premiers signataires sont Pierre MOSCOVICI et Arnaud MONTEBOURG.

Le contexte national et international est loin d'être réjouissant : les Français nourrissent de vives inquiétudes pour leur avenir et celui de leurs enfants, dans un contexte international de ralentissement économique majeur et de crise écologique et alimentaire sans précédents. Alors que chaque jour se vérifient les excès d'un capitalisme déréglementé, la gauche peine à proposer en Europe et dans le Monde une alternative qui soit économiquement crédible, durable sur le plan de l'environnement, socialement juste et électoralement viable. Au-delà d'une alternative à l'UMP, que beaucoup de nos concitoyens espèrent et attendent, c'est une nouvelle gauche unie, utile et efficace, qu'il faut faire émerger.

Notre Congrès doit surprendre. L'heure n'est plus aux fauxsemblants, aux clivages dépassés ou aux querelles de personnes. Nous avons le devoir de nous rassembler et d'apporter des réponses précises sur la mondialisation, le développement durable, le partage des richesses, les questions sociales et les solidarités. Nous devons poursuivre des objectifs clairement identifiés pour répondre au besoin de gauche qui s'exprime partout :

- Réconcilier la gauche avec les classes populaires ;
- Faire prévaloir le politique sur l'économie de marché ;

- Porter la question démocratique en soutenant l'avènement d'une 6^{ème} République ;
- Assumer la réforme de l'Etat providence en rapport avec nos valeurs de justice sociale et fiscale ;
- Bâtir l'Europe fédérale, politique et sociale, autour de coopérations renforcées, avec les Etats qui souhaitent aller plus loin ;
- Construire les politiques écologiques comme outil pour la création d'un nouveau modèle de développement ;
- Reconstruire le Parti socialiste pour en faire un parti ouvert sur la société, où le débat, les échanges et le travail collectif priment ;

Pour trancher ces grandes orientations, nous proposons que soient organisées sept grandes Conventions dans le cadre "d'ateliers de l'Alternative" ouverts à nos partenaires et à la Société Civile.

Ce n'est que lorsque nous aurons accompli, ensemble, un travail de rénovation organisationnelle et idéologique, que le moment viendra de choisir celui ou celle qui portera notre projet à l'élection présidentielle. La présidentialisation de notre parti n'est pas une fatalité, pas plus que ne le sont les divisions.

L'heure est au travail collectif pour les socialistes, pour la Gauche, pour la France !

Françoise Lestien (Adjointe au Maire de St Nazaire, Membre titulaire du Conseil national, Secrétaire fédérale)

Benjamin Baudry (membre de droit du Conseil national du PS, Délégué fédéral)

Vincent Besseau (membre de la CA de la section Nantes centre-sud)

Plus d'informations sur <http://www.besoindegauche.net>

Nous contacter : besoindegauche44@gmail.com

RÉUSSIR ENSEMBLE LE CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE

Seul espoir de changement pour les Français, le PS doit être à la hauteur de leurs attentes. Mais la gauche ne reviendra pas au pouvoir par simple rejet de la droite. Elle doit convaincre sur un projet fort et crédible.

Aujourd'hui, militants, nous avons la parole. Soyons exigeants et faisons entendre notre voix. Confrontons nos analyses, nos expériences, nos réussites comme nos échecs, pour ensemble élaborer un projet commun. C'est l'objet de cette contribution : dire NON aux confrontations stériles des personnalités, aux fausses oppositions surtout médiatiques et dire OUI à un vrai débat de fond.

Les militants redoutent à juste titre que des ambitions personnelles prennent le pas sur le nécessaire débat d'idées. C'est hélas ce que nous vivons et sur ce point, le Congrès semble très mal engagé. A nous de réagir.

Nous refusons de choisir un candidat à l'élection présidentielle. Ce n'est pas l'objet du Congrès. Nous refusons que le PS soit mis en sommeil en attendant la désignation en 2010. Le PS doit se remettre au travail et parler d'une même voix.

PREMIERS SIGNATAIRES : Jean-Marc AYRAULT, Patrick MARESCHAL, Jacques AUXIETTE, Alain GRALEPOIS, Marie-Françoise CLERGEAU, Dominique RAIMBOURG, Jacques FLOCH, Bernard DENIAUD, Philippe GROSVALET, Alain ROBERT, Fabrice ROUSSEL, Jean-Luc OGER, Hervé TESSIER, Christophe CLERGEAU, Stéphane JUNIQUE, Bernard BARRAUD, Fabienne RENAUD, Adeline L'HONEN, Jean-Pierre FOUGERAT, Pascal BOLO, Catherine PIAU, Yannick GUIN, Bernard AUNETTE, Olivier CHATEAU, Michelle MEUNIER, Gérard ALLARD, Dominique TREMBLAY, Bernard CHESNEAU, Claude BRICAUD, Françoise GENTIL, Michel MERLET, Xavier AMOSSE, Martine LHOSTIS, Emmanuel GUERINEAU, Abbasia HAKEM, Madeleine ROUSSEL, Fabienne PADOVANI, Laurent GODET, Lyliane JEAN, René LEROUX, Elisabeth LEFRANC, Charles MOREAU, Christine DENNE, Xavier PERRIN...

Pour signer cette contribution : reussirensemblecongres@orange.fr
Contact : 06.81.19.05.25

RECONSTRUIRE À GAUCHE

Le besoin de gauche est réel ! Mais les Français attendent une gauche décomplexée, innovante dans ses propositions, qui retisse le lien entre indignation et action, réforme et révolte. C'est ce socialisme solide, crédible, audible que nous appelons de nos vœux et qu'avec d'autres, nous voulons bâtir. Il faut reconstruire le Parti socialiste pour reconstruire la gauche. Ce Congrès est une étape majeure sur ce chemin.

Nous refusons la présidentialisation au sein du PS, qui fait primer les personnes sur les idées.

Pour gagner, il faut d'abord travailler et donc réfléchir : le PS devra organiser des conventions sur les grands enjeux.

Il faut une stratégie d'alliances claire. Parce que nous portons les aspirations des couches populaires, des classes moyennes, des jeunes, des retraités, ..., nous refusons une participation à des coalitions avec la droite ou les alliances avec un centre droit qui affiche le "ni gauche ni droite".

Le rassemblement de la gauche qui aspire à gouverner est le choix gagnant et le rempart au sarkozysme et à l'ultragauche.

Retrouvons le sens du débat, du travail collectif, le respect des autres, la culture du rassemblement. Il ne s'agit ni de nier les différences ni de rechercher une unité de façade. Au contraire, le débat est d'autant plus libre et vivant que les règles sont respectées par tous.

Nous souhaitons que ceux qui partagent pour l'essentiel les mêmes idées ne s'affrontent pas pour de strictes questions de pouvoir. Parce qu'il existe entre eux moins de différences que jamais, les responsables du PS qui ont la même ambition de transformation de la société doivent s'unir, mettre en commun leurs propositions pour réussir la nécessaire clarification politique du PS.

Dès l'entrée du congrès, construisons une vraie majorité d'idées, rassemblée dans une même motion, portant un vrai projet de rénovation et de développement du PS. La volonté de construire ensemble doit toujours l'emporter sur la recherche des différences, notre pratique dans l'Ouest l'a prouvé. Les Français l'attendent, les militants doivent l'exiger.

Voici certaines des nombreuses propositions formulées dans notre contribution dont le premier signataire est Laurent FABIUS :

- **Lancement de grands emprunts** par la Banque Européenne d'Investissement pour préparer l'avenir (transports, recherche, ...)
- **Création d'un Fonds Souverain France** pour maintenir sur le territoire les entreprises stratégiques et investir pour le développement durable
- **Protection commerciale ciblée** (dans le respect des règles de l'OMC, prélèvements modulés en fonction de l'impact écologique des biens et services)
- **Substitution de l'Etat** aux communes défaillantes en matière de logement social
- **Modulation des exonérations sociales** : les entreprises ou les branches non signataires d'accord salarial depuis deux ans verront leurs exonérations de cotisations sociales amputées de 20 %.
- **Participation des revenus du capital** au financement des retraites.
- **Coopérations européennes renforcées** pour que l'UE réponde aux attentes des citoyens pour la recherche, l'énergie...
- **Clause de sauvegarde sociale** interdisant qu'une directive européenne entraîne un recul social dans un pays membre.

Premier signataire : Laurent Fabius

Contact : jocelyn.bureau@free.fr

Site internet : <http://www.reconstruirelagauche.fr>

Merci à eux

La soirée fédérale du 27 juin a attiré un bon nombre de militants à la nouvelle salle festive de Nantes Nord. Après une prise de parole d'Alain Gralepois, chaque ancien élu présent s'est exprimé : Claude Evin, Jacques Floch, Marie Madeleine Dieulangard, Gérard Potiron, Camille Durand, Martine Buron et Jacques Boisson. Ils ont chacun fait part de leur fierté d'avoir contribué à agir au nom de nos convictions, d'abord comme militant, puis comme élu. Claude Estier s'est ensuite exprimé : il a rappelé son parcours de journaliste puis d'élu, dans le sillage de François Mitterrand. Jean-Marc Ayrault a conclu les prises de parole en appelant les militants à se battre contre la politique de Sarkozy et à tout faire pour réussir le congrès de Reims, 1ère étape de la reconquête avec l'objectif de gagner en 2012. La soirée s'est achevée autour d'un buffet convivial. Jean-Luc Colin (ancien maire de St-Vincent-des-Landes) et Guy Leroux (ancien maire de Varades) étaient excusés♦



"Une ville verte accessible à tous"

"Je conserve un souvenir ému de la victoire de 1989, inédite à l'époque pour la gauche chapeleine. J'ai voulu faire de la Chapelle une ville verte accessible à tous. Cela s'est traduit par la création d'une ZAC, la progression de l'habitat social, l'aménagement du centre ville et l'aboutissement en 2005 du combat pour l'accès aux bords de l'Erdre. J'avais engagé cette démarche en 1989. En politique, il faut savoir donner du temps au temps".

Gérard POTIRON, ancien maire de la Chapelle/Erdre



"L'inauguration de l'école publique Robert Badinter"

"L'un de mes grands souvenirs reste l'inauguration de l'école primaire de St-Jean-de-Boiseau en 2007. Auparavant, nous avions lancé une large concertation auprès des enseignants, des parents et des élèves qui a abouti à une école HQE. Le nom de l'école a fait l'objet d'une consultation des habitants et parmi

les noms proposés, le conseil municipal a choisi celui de Robert Badinter. Il s'est déplacé pour l'inauguration de l'école et son discours sur la liberté et la laïcité restera dans les mémoires. Je me souviens aussi avec émotion de l'attribution par la commission européenne l'an dernier d'un Haward d'honneur pour mon action sur les bus propres en Europe. C'est la 1ère fois que cette distinction a été attribuée à un élu politique, j'en ai été très touché".

Camille DURAND, ancien maire de St-Jean-de-Boiseau, ancien conseiller régional



"Ma carrière politique n'est pas terminée"

"De ma carrière politique, je retiens mon engagement sur les politiques sociales notamment sur le droit des malades, le financement du système de santé et de l'assurance maladie solidaire. J'ai décidé moi-même de ne pas me représenter cette année à la députation au nom du non cumul des

mandats dans le temps et du renouvellement. Cela dit, ma carrière politique n'est pas terminée. En effet, je continue d'intervenir dans le débat public et au sein du PS".

Claude EVIN, ancien ministre, ancien député



"Une confiance qui m'honore"

"J'ai été élu à Rezé pendant 37 ans, de 1971 à 2008, comme 1er adjoint puis maire à partir de 1978 avant de passer la main en 2001 tout en restant conseiller municipal jusqu'en 2008. Une telle confiance de la part des électeurs m'honore. Elle est le fruit d'une rencontre permanente avec

les citoyens sur des bases claires. Aujourd'hui, le relais est passé à d'autres comme je l'avais moi-même pris il y a 37 ans. En effet, Rezé est une ville de gauche depuis 1929 et elle est dirigée par une équipe d'union de la gauche depuis 1959. Depuis cette date, Rezé n'a eu que trois maires : Alexandre Plancher, moi-même et Gilles Retière. Une belle stabilité !"

Jacques FLOCH, ancien député-maire de Rezé, ancien ministre

"Un passage de témoin réussi"

"Mon élection à la mairie en 1995 fut la 1ère victoire de la gauche à La Chapelle des Marais. Ce fut une immense joie : je me souviens de copains qui pleuraient. La gauche est durable chez nous puisque nous avons été réélus en 2001 et mon successeur Franck Hervy a conservé la mairie cette année. Je suis très heureux de ce passage de témoin réussi car je pense vraiment que la démocratie passe par le renouvellement des idées et donc des élus. Franck a 42 ans et il dirige une équipe rajeunie, pari gagné ! Notre commune est passée de 3000 habitants en 1995 à 4000 cette année. En 13 ans, nous avons réalisé de nombreux équipements : une crèche, une médiathèque, une salle de spectacle, une école rénovée, des locatifs publics etc. Mais je ne compte pas rester les bras croisés : je vais développer un projet humanitaire à Madagascar avec ma femme. Une autre manière de se rendre utile aux autres !"

"

Jacques BOISSON, ancien maire de La Chapelle des Marais

"Maastricht et la mairie de Châteaubriant"

"Au Parlement européen, je me souviens notamment avoir été, en tant que rapporteur de la Charte des Droits Sociaux Fondamentaux des Travailleurs, membre en 1991/92 de la délégation qui a fait la tournée des chefs d'Etat et de gouvernement pour leur présenter notre point de vue sur le traité de Maastricht alors en gestation. Nous avons rencontré Kohl, Gonzales, Mitterrand, Major etc. Ce fut impressionnant et intéressant !

A la mairie de Châteaubriant, je retiens la victoire de notre équipe en 1989 bien sûr, après de longues années de combat ! Mais surtout des actions inscrites dans la durée. Par exemple toute la démarche très participative qui a abouti à la création de Pays de Châteaubriant, ou encore les innombrables tractations qui ont permis le rapprochement de l'hôpital public et de la clinique privée, indispensable pour conserver un pôle de santé de qualité. C'est une grande satisfaction aussi de voir comment continue à bien fonctionner la Plateforme d'Initiatives Locales "Pays de Châteaubriant Initiatives", qui octroie des prêts à taux 0 aux créateurs d'entreprises et les accompagne dans leurs démarches."

Martine BURON, ancienne députée européenne et maire de Châteaubriant.

"Le vote sur la 1ère guerre en Irak"

"Il se présente parfois des moments exceptionnels où nous devons faire des choix seuls face à notre conscience. En 1990, j'ai connu cette situation au moment de la 1ère guerre du Golfe en Irak. La question était : devons-nous engager la France dans ce conflit armé ? Nous forgeons alors notre position en l'ancrant dans le projet politique des socialistes et à l'écoute de militants engagés au-delà du parti. Pour autant, le moment venu, nous sommes seuls à voter dans l'hémicycle. J'ai finalement voté pour, considérant que nous - socialistes - ne pouvions accepter l'invasion brutale d'un pays par un autre comme mode de relations entre Etats. Nous sommes en effet attachés à un ordre international qui privilégie la négociation plutôt que le coup de force, en particulier au travers des Nations Unies."

Marie-Madeleine DIEULANGARD, ancienne élue municipale à St-Nazaire, députée puis sénatrice





Les parlementaires de Gauches ensemble contre les réformes Darcos

Une mobilisation de grande ampleur touche les écoles de Loire-Atlantique depuis plusieurs semaines. Ce mouvement s'oppose aux mesures annoncées par Xavier Darcos, Ministre de l'Éducation nationale. Les actions (occupations administratives, manifestations, Nuit des écoles) se sont multipliées. Elles sont l'expression d'un malaise grandissant chez les enseignants comme chez les parents.

Interpellés dans leurs circonscriptions, les parlementaires de Gauche de Loire-Atlantique (François de Rugy, Marie-Françoise Clergeau, Jean-Marc Ayrault, Dominique Raimbourg, Michel Ménard, Marie-Odile Bouillé et Charles Gautier), apportent leur soutien à ce mouvement depuis son origine. Ils font entendre à l'Assemblée nationale et au Sénat des inquiétudes sur l'avenir de l'École, largement partagées par la population.

A la veille des vacances scolaires, ensemble, lors d'une conférence de presse le 27 juin, ils ont de nouveau exprimé leur opposition aux mesures annoncées, dont certaines prendront effet dès la rentrée prochaine.



2 questions à Caroline TAHAR

Trésorière Fédérale, enseignante et représentante de parents d'élèves

• La réforme Darcos est fortement contestée en France et notamment en Loire-Atlantique. Quels sont les principaux points de contestation ?

Il y a d'abord les nouveaux programmes, très conservateurs, voire même réactionnaires. L'enfant y est considéré comme un récipient qu'il faut "remplir" de savoirs. De plus, de nombreux postes seront supprimés, les classes seront donc surchargées (un nouvel enseignant pour 39 enfants), les RASED, réseaux d'aide aux élèves en difficulté, vont disparaître... Cette situation va s'aggraver dans les années à venir car l'Éducation Nationale est la première victime de la réduction massive du nombre de fonctionnaires.

Enfin, la suppression du samedi matin pose de nombreux problèmes en termes de réorganisation de la semaine scolaire. Du soutien sera mis en place le matin, midi ou soir ou pendant les vacances, en contradiction avec les préconisations sur les rythmes de l'enfant. Cela va également accroître la précarisation de certains emplois, comme par exemple pour les "ATSEM", embauchés à partir de la rentrée prochaine à temps partiel dans de nombreuses communes. S'ajoute à cela l'absence totale de concertation... L'incident du 11 juin dernier, avec l'évacuation par les forces de l'ordre de l'inspection académique et l'interpellation d'un enseignant, semble montrer la fermeté à tout dialogue de ce gouvernement.

• Penses-tu qu'à la rentrée la mobilisation des parents d'élèves et enseignants sera toujours au rendez-vous ?

En Loire-Atlantique, parents d'élèves et enseignants se sont fortement mobilisés. Bien entendu, le gouvernement compte sur l'essoufflement du mouvement durant les vacances. Il devrait pourtant reprendre à la rentrée et en février 2009, lors du procès du maître interpellé. Les enseignants ont d'ailleurs été sensibles à la visite de Michel Ménard, député socialiste, à leur collègue sur son lieu de détention. Notre camarade était venu témoigner du soutien de notre Fédération au mouvement contre les mesures Darcos.



Merci !



Un grand merci à notre équipe en charge de l'envoi d'Ensemble chez les militants :

Assis de gauche à droite : Odette Berruelle, Irène Périnelle, Yvonne Lechesne, Jeanne Colleaux, Hélène Chesneau, Gilbert Marcaillou.

Debout de gauche à droite : René Bonnet, Jacques Caillaud, Roger Périnelle, Alain Guérineau. Sans oublier mais absents sur la photo : Noëlla Tobler, Antoinette et Bernard Prampart... •

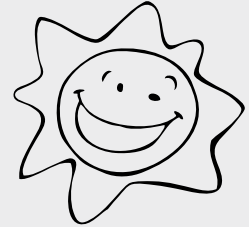
Conseil Fédéral

Lundi 8 septembre à 20h00.

Attention : à la Manufacture des Tabacs de Nantes !

Fête de la Rose

Dimanche 28 septembre au "Soleil de Jade" à Préfailles. Ateliers le matin dès 10h. Le programme détaillé vous sera envoyé à la rentrée



Bonnes vacances à tous et bon courage pour celles et ceux qui travaillent cet été. Retour d'Ensemble le 17 septembre.

Dispensé de timbrage

NANTES R.P.



PRESSE URGENTE

LA POSTE

Ensemble
24, Rue A. Brossard
44 000 NANTES
Déposé le 09/07/08

Étiquette

Ensemble

Le Journal des socialistes de Loire Atlantique
24 rue Armand Brossard • 44 000 NANTES
Tél : 02.40.20.63.00 • Fax : 02.40.08.27.24
E-mail : fede44@parti-socialiste.fr
Directeur de Publication : Alain Gralpeois
Rédacteur en chef : Olivier Chateau
Rédacteur en chef adjoint : François Caillaud
Photographies : PS 44
Mise en page : Scopic
Imprimé avec des encres végétales sur papier recyclé par La Contemporaine
N° CPPAP : 0909 P 10 751
N° ISSN : 1296 - 2201
Prix : 1,50 euros • Tirage : 4300 ex

